



CINQUIÈME SOMMET DES AMÉRIQUES
17-19 avril 2009
Port of Spain, Trinité-et-Tobago

OEA/Ser.E
CA-V/DP-1/09
19 avril 2009
Original: anglais

Déclaration du président du Cinquième Sommet des Amériques, l'honorable
Patrick Manning, Premier ministre de la République de Trinité-et-Tobago

Port of Spain, Trinité-et-Tobago
19 avril 2009

Déclaration du président du Cinquième Sommet des Amériques, l'honorable Patrick Manning, Premier ministre de la République de Trinité-et-Tobago

**Port of Spain, Trinité-et-Tobago
19 avril 2009**

Je tiens à vous dire, en tant que président du Cinquième Sommet des Amériques, à quel point je suis satisfait de la façon dont se sont déroulés les débats hier lors des sessions plénières et ce matin à nouveau lors de la Retraite des leaders. Depuis qu'il a assumé la présidence du processus des Sommets des Amériques, Trinité-et-Tobago a constamment demandé un accroissement de la coopération, de l'intégration et de la solidarité entre nos nations, tout en voyant par là le véhicule principal pour garantir la paix, la sécurité et la prospérité pour tous les peuples des Amériques. Ce Sommet a été un événement historique pour nous ici à Trinité-et-Tobago ainsi que pour l'ensemble de la région du CARICOM, et a permis d'obtenir des résultats qui vont bien au-delà de nos attentes.

Le Sommet de Port of Spain a été caractérisé par le respect mutuel ainsi que par l'empressement et le véritable désir de travailler ensemble sur des solutions aux nombreux défis auxquels fait face le Continent. Plusieurs leaders ont fait valoir l'opinion que Port of Spain marque un véritable tournant dans les relations interaméricaines et pour le renforcement de la communauté des nations.

L'Amérique latine et les Caraïbes sont maintenant à un carrefour différent dans leurs relations les unes avec les autres ainsi qu'avec les États-Unis d'Amérique. Avec un paysage politique changeant, les termes d'engagement ont changé et ont entraîné une position totalement différente qui repose sur le respect mutuel et l'égalité entre des partenaires. Les leaders du Continent ont convenu que nous avons maintenant une véritable occasion de repositionner les relations interaméricaines sur une fondation complètement nouvelle, qui met tous les pays, grands ou petits, développés ou en voie de développement, sur un pied d'égalité. Ces relations doivent être bâties sur la base d'une nouvelle vision et d'une stratégie de développement axées sur les gens.

Les délibérations des dernières 72 heures se sont concentrées sur les trois grands piliers de la Déclaration d'engagement de Port of Spain – prospérité humaine, sécurité énergétique et durabilité environnementale.

Les discussions se sont également articulées autour de la réintégration de Cuba dans le système interaméricain, ainsi que sur l'élaboration de réponses appropriées à la crise financière mondiale actuelle.

Réintégration de Cuba dans le système interaméricain

Plusieurs présidents et premiers ministres demandent qu'il soit mis fin à l'exclusion de Cuba du processus des Sommets et du système interaméricain. Le consensus était clair quant au fait que la réintégration de Cuba dans le système interaméricain est un pas

essentiel vers l'établissement d'Amériques plus cohésives et intégrées. La position très ouverte et conciliatoire adoptée au Sommet par le Président Obama et d'autres leaders a renforcé l'optimisme d'une pleine réintégration de Cuba dans les affaires du Continent, et ce dans un avenir relativement proche. Le Gouvernement de Trinité-et-Tobago se réjouit du jour où Cuba est accueilli à bras ouverts dans la famille interaméricaine.

Crise financière mondiale

Au moment où a lieu ce Cinquième Sommet, l'économie mondiale fait face à une grave crise financière, qui a engendré un marasme économique dans l'ensemble du monde. Les statistiques économiques publiées par le Fonds monétaire international en janvier 2009 indiquent que l'économie mondiale a connu un accroissement d'à peine 0,5 % en 2008 mais qu'elle va enregistrer une croissance négative en 2009, soit pour la première fois en soixante ans.

Alors que les économies de l'Hémisphère occidental ont connu une bien meilleure période en 2008 avec une croissance moyenne de 4,8 %, la croissance économique va connaître un ralentissement prononcé en 2009 avec un taux d'environ **1,0** pour cent.

Les pays des Amériques font maintenant face à des baisses plus prononcées que prévu dans le prix et le volume des exportations, à des restrictions dans l'accès au financement commercial, à des difficultés d'accès à d'autres sortes de financement externe et à une réduction du volume des remises des travailleurs migrants. Le marasme économique actuel a déprimé les prix des produits de base, a restreint la croissance de l'investissement, a affaibli les marchés du travail et a fait baisser le niveau de confiance des entreprises et des consommateurs.

Ils ne sont pas non plus immunisés contre les conséquences sociales négatives de la crise mondiale actuelle, qui menace de faire dérailler les gains si durement acquis au cours des deux dernières décennies. Les conséquences sociales vont vraisemblablement être très significatives. De nombreux travailleurs sont en train de perdre leur emploi et tombent à nouveau bien malgré eux dans un état de pauvreté.

L'impact sur les économies de plus petite échelle a été encore plus marqué. Une crise prolongée créera des difficultés économiques et sociales graves dans ces économies vulnérables et peut les faire dérailler du chemin du développement durable à la réalisation duquel elles ont travaillé avec tant d'assiduité.

Dans le contexte du ralentissement économique actuel, il est nécessaire, pour assurer un développement durable pour tous les peuples des Amériques, d'avoir un focus renouvelé sur les engagements pris dans la Déclaration de Doha, la Déclaration du Millénaire, le Consensus de Monterrey et le Sommet mondial de 2005.

De nombreux pays ont dévoilé diverses mesures pour atténuer l'impact de la crise et maintenir une stabilité macroéconomique, y compris les plans de relance budgétaire, les

réductions d'impôts, les mesures de soutien des liquidités pour les marchés financiers et les réductions des taux d'intérêt. Cependant, l'étendue de la relance budgétaire doit être prudemment gérée pour ne pas faire obstacle aux avances de l'espace budgétaire. Une meilleure harmonisation des politiques monétaires et fiscales est maintenant essentielle.

Compte non tenu des efforts individuels, la crise exige une réponse concertée et coordonnée à l'échelle mondiale. Une action unilatérale seule demeurera vraisemblablement sans effet. Il est nécessaire de renforcer les liens économiques et commerciaux entre les pays des Amériques et de restaurer les flux de crédit pour financer le commerce international et mettre fin à toute baisse abrupte des exportations.

Les pays développés ont également un rôle important à remplir pour remédier aux déficiences de leurs systèmes financiers et parvenir ainsi à rétablir la confiance dans leurs marchés.

La décision récemment émanée du Sommet de Londres d'assurer l'accès à une somme de 1, 1 trillion de dollars à titre de ressources à travers les institutions internationales de financement pour rétablir le crédit, encourager les échanges commerciaux et appuyer l'emploi et la croissance dans l'économie mondiale, constitue une étape dans la bonne direction. Ce plan doit être mis en œuvre dans les plus brefs délais. Alors que les allocations de ressources au FMI représentent une décision constructive, elle demeure néanmoins une première étape. La priorité doit être accordée à une révision des besoins de capitaux d'autres institutions multilatérales et au support de leurs différentes initiatives visant à renforcer leur situation de liquidité.

La Banque interaméricaine de développement et d'autres institutions de financement doivent utiliser leurs avantages compétitifs et leurs ressources financières pour donner suite de manière plus agressive aux mandats qu'elles ont reçus en matière de réduction de la pauvreté et de développement durable. Les dirigeants ont placé en première place dans leur agenda la reconstitution des ressources de la Banque interaméricaine de développement.

La reconnaissance de la dimension humaine de la crise et la possibilité d'inclure des considérations d'ordre environnemental dans les plans d'incitation fiscale montrent que lors du Sommet des G20 à Londres, les dirigeants, malgré les exigences à court terme, n'ont pas négligé les conséquences à long terme. Il est un fait positif qu'au milieu des troubles économiques, l'engagement de relever les enjeux que pose le changement climatique et ses conséquences irréversibles ait été réaffirmé.

Chaque gouvernement a un rôle important à remplir dans ce qui est maintenant devenu un système mondial financier et économique caractérisé par son interdépendance et des structures robustes et effectives de réglementation doivent être mises en place pour renforcer la stabilité des systèmes financiers nationaux et régionaux.

Il importe aussi que les petits pays émergents du Continent américain participent plus largement aux structures, marchés et systèmes globaux de réglementation, en vue de

pouvoir enrayer les crises financières futures. Les petits pays ont un intérêt légitime dans l'accès à des services internationaux responsables, transparents, et pourtant compétitifs d'exportation.

Les plans d'incitation autant que possible, doivent appuyer la croissance économique et le développement durable en vue de promouvoir la prospérité humaine, la sécurité énergétique et la durabilité de l'environnement.

Déclaration d'engagement de Port of Spain

La Déclaration d'engagement de Port of Spain qui était le document négocié durant ces derniers six mois par 34 pays, décrit les mesures à prendre sur le plan technique pour atteindre l'objectif d'assurer l'avenir de nos citoyens. La Déclaration se réfère en termes généraux à la crise financière et à ce titre, ne fait pas état en détail de mesures spécifiques de mise en œuvre. La question de la crise économique doit être gérée très prudemment et par conséquent, les Ministres des finances du Continent américain qui se réuniront au Chili en juillet, seront invités à examiner la crise de manière plus approfondie, en prenant en compte les résultats de la réunion des G20 ; ils devront aussi définir clairement des mesures d'ordre pratique à prendre par tous les pays.

Durant la retraite des dirigeants, un accord a été conclu, à savoir que le Président du Cinquième Sommet des Amériques signerait la déclaration en considérant qu'elle a été adoptée par les tous les Chefs d'État et de gouvernement participant au Sommet.

Bien qu'il y ait eu des réservations formulées par certains pays au sujet d'aspects particuliers de la Déclaration, les dirigeants ont voulu lancer un fort signal de solidarité et de coopération. Ils ont été collectivement d'avis que le Cinquième Sommet a connu un énorme succès et qu'il a été animé par un esprit unique d'ouverture et de bonne volonté, signe avant-coureur du début d'une nouvelle ère dans les relations interaméricaines.

Haïti

C'est dans ce même esprit de coopération que les dirigeants ont renouvelé leur engagement à épauler Haïti et ils ont convenu que la question du financement de programmes de développement serait examinée à l'Assemblée générale de l'OEA devant avoir lieu à San Pedro Sula (Honduras) en juin.